

U
NION

G
ENERALE DES

E
TUDIANTS DE

N
ICE

JUIN 88 N° 7

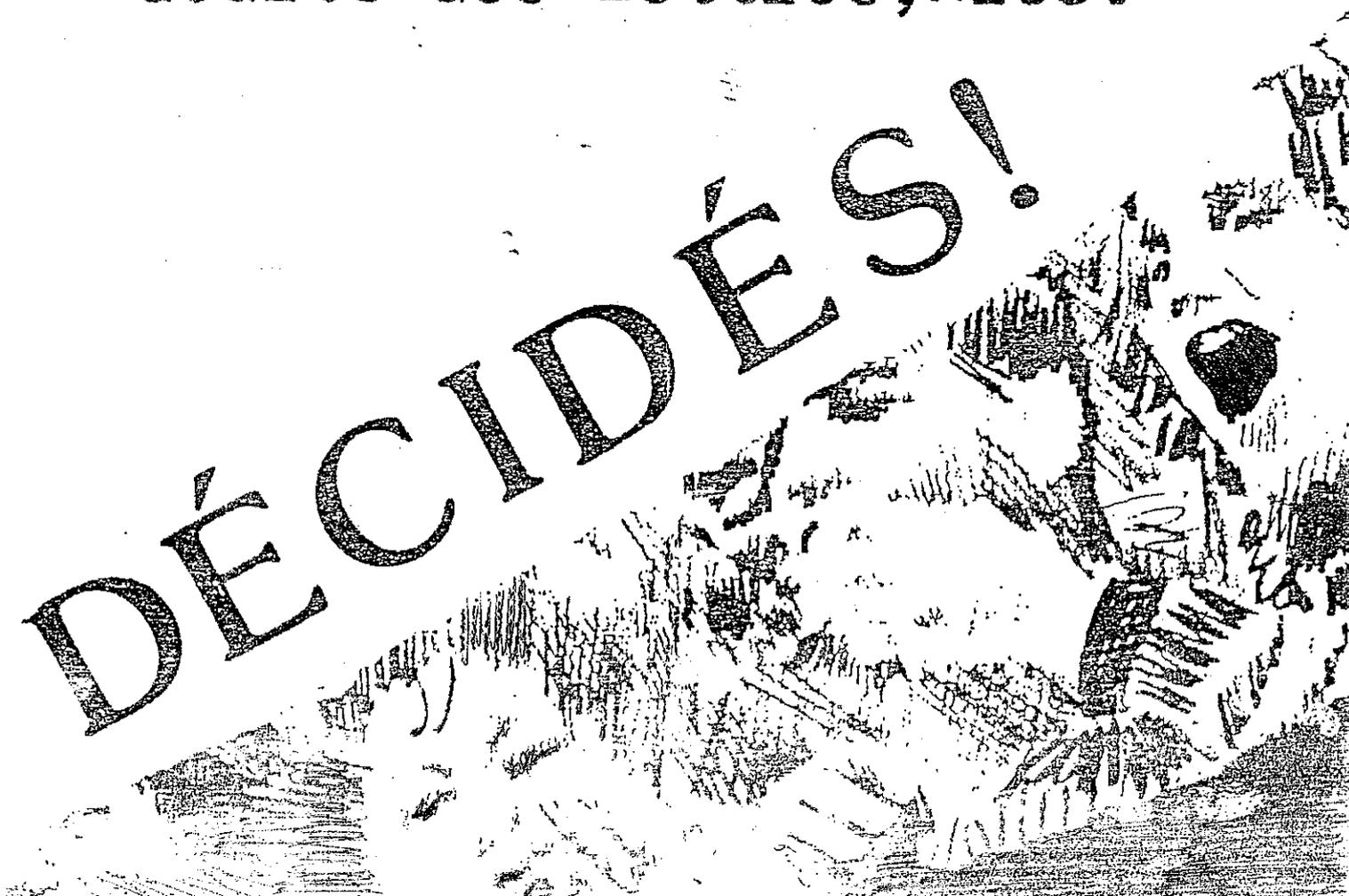
inform

CONGRES de l'U.G.E.N. U.N.E.F.

28, 29, et 30 Octobre

Faculté des Lettres, Nice.

DÉCIDÉS!



Congrès de l'UGEN...

La rentrée universitaire bat son plein !
Les facultés des Sciences et de Droit ont repris le chemin des cours, tandis qu'en Lettres les étudiants sont dans les starting-blocks. Et déjà on peut faire un premier bilan de cette rentrée 88-89. La situation est dominée par la dégradation très nette de nos conditions d'études.

Ainsi par exemple :

- DROIT : ① Travaux dirigés de plus de 80 étudiants suite à une massive restriction d'heures complémentaires.

② Problème de locaux dramatique : la fac construite pour 3000 étudiants en compte 7000.

- LETTRES : ① Suppression de 8 postes d'enseignants.

② Risque d'éclatement de l'unité pédagogique de la Fac des Lettres, par la mise en place d'une U.F.R. dite "Espace et Culture". Directement inspirée par les projets Devaquet et Erasmus....

③ Problème de locaux

④ Manque de personnel ATOS.

- SCIENCES ① Saccage aux Examens

② Nombreux clauses dans

Plusieurs filières

- C.T.E.E. U 2500 demandes refusées.

Aujourd'hui, il y a une urgence
sans cesse réaffirmée par les enseignants
le personnel A.T.O.S. et les étudiants :
DEBLOQUER LES CREDITS DONT LES
ETUDIANTS ONT BESOIN POUR LEUR
FORMATION.

Dans de telles conditions de rentrée, l'UGEN
a déjà joué son rôle d'information et de
force de proposition. Mais pour faire
avancer ces propositions, et pour parvenir
à des résultats concrets, il est nécessaire
que chaque association reprenne son activité
de lutte sur le terrain, et de discussion
avec tous les étudiants. C'est dans cette
ambiance de revendication dans chaque
Amphi ou les problèmes ne posent que
notre rôle de moteurs des luttes
pour être pleinement rempli.

Cette rentrée faite de mécontentements
grandissants constitue pour nous la meilleure
préparation au congrès de l'UGEN-UNEF
qui se tiendra les 28, 29 et 30 Octobre
en Fac des Lettres. Congrès préparatoire
ou 73 congrès national de l'UNEF (10, 11, 12
et 13 Novembre à Créteil). Ce sera
l'occasion pour nous tous d'aller plus
loin dans notre réflexion et dans la
mise en œuvre de notre démarche
de rassemblement au quotidien. Notamment

donc la perspective des prochaines élections universitaires au mois de Décembre.

Le développement de la vie des associations, qui sera au cœur des enjeux de notre congrès nécessite que chacun d'entre nous participe activement à son congrès d'association en vue d'élaborer un congrès de P'UGEN des plus riches.

Cette "étape" que constitue celui-ci dans la vie de P'UGEN doit permettre de donner un nouveau souffle à nos actions et à la vie de nos associations. Il doit renforcer notre détermination de ne rien laisser passer qui aille à l'encontre des intérêts des étudiants.

Bon travail et rendez vous à
17^h le Vendredi 28 Octobre pour l'ouverture
du congrès de P'UGEN

Fabien Nammi

10, 11, 12 et 13 Novembre

73^{ème} congrès national de
L'UNEF

Congrès de P UGEN - UNEF

Programme

Vendredi 28 Octobre.

17 heures : Ouverture du Congrès de P UGEN
Rapport de Fabien, Intervention des invités et
discussion en assemblée plénière.

Samedi 29 Octobre.

9 heures : Introduction sur l'activité de
P UGEN et discussion en assemblée plénière.

14 heures : Présentation et travail en Commission

17 heures : Rapport (et vote) des commissions en
assemblée plénière.

19 heures : Réunion des commissions des
candidatures et des amendements.

Dimanche 30 Octobre

9 heures : - Rapport financier par Nadia + vote
- Rapport de la commission des amende-
ments + vote
- Rapport de la commission des
candidatures + vote.
- Conclusion du congrès.

unef

UNION GENERALE DES ETUDIANTS DE NICE

Retour

inform

10 Février 89 N°

HUMA du 2.II.89.



LES ETUDIANTS AVEC CASABONNE. L'UNEF organisait, hier soir, de Censier à la préfecture de Paris, une manifestation pour exiger la libération de Jean-Philippe Casabonne, ce jeune Français originaire de Pau condamné à une lourde peine de prison par la justice espagnole. Depuis juillet 1987, les autorités françaises n'ont engagé aucune procédure qui « puisse conduire à une libération prochaine », ont souligné les étudiants qui jugent ce silence « insupportable ». Plus que jamais le seul recours, c'est la solidarité de tous. (Photo J. Lumien.)

Manques

Alors que la moitié des étudiants boursiers n'ont toujours pas reçu le premier terme de leurs bourses en cette fin de premier semestre de l'année scolaire 1988-1989, les frais du début d'année, eux, n'ont pas tardés. Combien d'étudiants faute du versement des bourses n'ont pu y répondre ? L'UNEF situe entre 30 000 et 40 000 le nombre d'étudiants boursiers qui n'ont encore rien reçu. Elle estime inadmissible et préjudiciable pour le bon déroulement des études une telle situation. Elle exige le versement immédiat du premier terme des bourses. Elle rappelle la nécessité de mensualiser les bourses afin d'éviter une telle situation, et de doubler le taux des bourses et le nombre des boursiers afin de permettre la démocratisation de l'enseignement supérieur.

FACULTE DE NICE : UN TROU DE DEUX MILLIONS DE FRANCS

Une enquête judiciaire vient d'être ouverte par le procureur de la République de Nice, après la disparition de deux millions de francs des caisses de l'université de la ville. Ce « trou » a été découvert, pour l'année 1985 en partie, dans les caisses de l'« université d'été » de la faculté des lettres fréquentée par près de deux mille étudiants pendant les grandes vacances. L'« université d'été » assurait sa propre gestion par le biais de la SORAF (Société pour le rayonnement de la faculté des lettres), aidée par le CIEF (Centre international d'études françaises), organisme collecteur. Depuis le 13 décembre 1988, une enquête judiciaire a été déclenchée. Désormais, le président de l'université de Nice, Marcel Azzano, en poste depuis 1984, doit répondre aux questions des enquêteurs.

INCENDIE CRIMINEL A L'UNIVERSITE

Dans la nuit du 28 au 29 janvier, un incendie criminel a détruit en partie le local du syndicat étudiant U.G.E.N.-U.N.E.F. à la faculté des lettres de Nice. Récemment, l'U.G.E.N.-U.N.E.F. avait remporté nettement dans cette faculté les élections universitaires. Ceci explique peut-être cela. Face à notre activité on répond par le feu, la destruction et la haine, constatent les étudiants syndicalistes qui soulignent qu'ils n'en continueront pas moins à lutter pour que soit sauvegardé le droit aux études et à un enseigne-

H. 2. 89

P.C.A. 2.2.89

Revue de Presse

Procès verbal de la Réunion de
l'association de lettres du 8/02/89

Cher(e) adhérent(e),

Mardi, beaucoup de points ont été traités :

- Le 17 Janvier, une table ronde était réunie à Paris, avec Lionel Tassin.

Résultat : • 6 milliards de francs seront débloqués en 1989 pour l'éducation nationale. Il faut savoir que cet argent n'est pas sorti des caisses de l'état comme cela, et que c'est grâce aux luttes des enseignants et des étudiants (notamment celles de l'UNEF) que nous obtenons aujourd'hui quelques résultats. Cependant, nous ne pouvons nous contenter de si peu, beaucoup trop de choses restent encore à faire.

A Nice, la création d'une nouvelle cité universitaire ne serait pas superflue, le budget de Nice doit donc être augmenté en conséquence. C'est pourquoi la lutte doit continuer. Il nous faut nous rassembler plus que jamais.

- Le 1^{er} Février, manifestation nationale pour protester contre l'emprisonnement de J.P. Casabonne, cet étudiant en sociologie à Pau, incarcéré depuis plus d'un an et demi en Espagne. Il est temps d'élargir la lutte à tous les étudiants pour faire connaître l'affaire Casabonne et obtenir enfin sa libération.

- En ce qui concerne l'association LETTRÉS, le nombre d'adhérents a considérablement augmenté. Nous sommes aujourd'hui plus de 100, soit 3 fois plus que l'an dernier. Face au nombre croissant d'adhérents, il y a nécessité aujourd'hui de créer une nouvelle structure au sein de

l'association.

En conséquence, lors de la réunion, ont été élus:

- 1 Président : LEDROLE Caroline
- 1 Trésorière : TEUMA Danièle
- 1 Secrétaire à l'organisation : ARENAS Antoine

De plus, ont été créés une commission à la culture sous la responsabilité d'Eric MANDIK, et des responsables de sections pour pouvoir mieux traiter les problèmes spécifiques à chaque section. Naturellement, toutes les suggestions sont les bienvenues, et n'hésitez pas à nous faire savoir si une activité, quelle qu'elle soit, vous intéresse.

- Enfin, au cours de cette réunion, Stéphanie RENARD, élue au C.E.V.U. a démissionné de l'UNEF et par conséquent de son poste d'élue. Loïc MAHE, second sur la liste "Solidarité étudiante", remplace dès aujourd'hui Stéphanie.

Malgré la semaine de révision quasi générale à la fac du 10 au 20 février, beaucoup d'activités sont prévues:

- Nous organisons une soirée brésilienne mardi 14 février à 22h Amphithéâtre Malik Dussekine, précédée d'une conférence l'après-midi au groupe parlera du Brésil, de l'université brésilienne (certains étaient étudiants à Rio) et bien entendu de leur musique.
- En ce moment, nous faisons signer une pétition pour permettre l'ouverture de la B.U. jusqu'à 22 heures, ce qui nous semble vraiment le minimum, quand on connaît le nombre d'étudiants en Cité, qui après 18h sont jetés de la bibliothèque.
- Les élections pour le Conseil d'Administration sont annulées et reportées au 9 MARS. Donc, dès à présent, nous avons besoin de ta présence pour mobiliser les étudiants à venir voter une nouvelle fois. Alors, si tu as ne serait-ce qu'une heure disponible, passes au local, ta présence n'y est jamais inutile.

P.C.A. 10.2.83

UNE ASSOCIATION UNIVERSITAIRE PRIVEE DANS LE COLLIMATEUR DE LA JUSTICE

FRIC-FRAC A LA FAC

Selon une technique éprouvée par ailleurs, et notamment à la mairie de Nice, s'est créée, depuis 1978 à l'université de Nice une association « loi de 1901 » censée gérer l'université et de la faculté des lettres et baptisée « Centre international d'études françaises ». Placée sous l'autorité de la S.O.I.F.A.F. (Société pour le rayonnement de la faculté), le C.I.E.F. collectait l'argent nécessaire au fonctionnement de l'université d'été qui accueillait jusqu'à 1 500 étudiants et réalisa un « chiffre d'affaires » de l'ordre de 7 millions de francs. Un groupement parallèle, « l'Association des publications » était chargé de rémunérer les professeurs et appariteurs, de dégager des ressources pour alimenter la recherche universitaire, etc.

Utilisant à bas prix les locaux universitaires, à certains professeurs d'arrondir leurs fins de mois, l'association s'était même dotée d'un président d'honneur en la personne de Marcel Azzaro, président de l'université de Nice, créditée sur un compte spécial d'un budget de 75 000 francs (en 1985) afin d'effectuer « dans l'intérêt de la faculté des lettres » de périlleuses missions à l'étranger, notamment au Japon avec M^{me} Rodrigue, conseillère municipale médeciniste de Nice.

Bénéficiant de toutes les facilités, l'association aurait dû être largement bénéficiaire. Or, début 1986, le comptable, M. Feliciangeli, annonce que le C.I.E.F. n'est pas en mesure de payer ses créanciers parmi lesquels le Centre régional des œuvres universitaires qui prit en charge l'hébergement et la restauration des étudiants de l'université d'été.

Alerté, le conseil d'U.E.R. fait procéder à une expertise comptable qui s'avère difficile...

les livres de compte ayant disparu. Une reconstitution de la comptabilité permet d'évaluer à environ 2 millions de francs les sommes volatilisées dans la nature.

Y a-t-il eu détournement de fonds ? Si oui, qui en sont les auteurs ?

Pour l'heure, une enquête judiciaire est ouverte et les principaux protagonistes de cette affaire s'emploient à se renvoyer la balle. Le directeur du C.I.E.F., M. Pastor, a procédé au licenciement du comptable, M. Feliciangeli, en l'accusant d'avoir subtilisé la comptabilité.

Mais, Norbert Pastor est lui-même sur la sellette pour avoir joué un peu trop de sa carte bleue. Il apparaîtrait également que de nombreux professeurs sont « alliés à la soupe » du C.I.E.F. en surfacturant leurs cours ou en se faisant payer au noir. L'enquête judiciaire qui s'ouvre permettra sans doute de savoir plus dans les prochaines semaines.

VRULENTE REACTION DEL'U.G.E.N.-U.N.E.F. « LES COPAINS ET LES COQUINS »

Le syndicat étudiant U.G.E.N.-U.N.E.F. prémière organisation étudiante de l'université de Nice, a diffusé le communiqué de presse dont nous publions les principaux extraits.

(1) Alors que, faute de moyens, l'université de Nice se débat dans les plus difficiles conditions, des individus (méritent-ils encore le titre d'enseignants ??) profitent de la situation pour se couvrir d'un service public, tirer de substantiels profits. Par deux fois en trois mois les affaires qui ont secoué la faculté des lettres et la présidence de l'université, ont permis en évidence, que certains tentent de déjouer l'université de sa mission.

(2) L'U.G.E.N.-U.N.E.F. tient aussi à dénoncer la politique de copinage qui tend à se développer au sein de cette université. Profitant de l'absence d'une véritable instance dirigeante représentative, et avec le soutien bienveillant de « pseudo » as-

sociques et politiques, qui font tout pour retarder le retour des étudiants au Centre d'enseignement de l'université de Nice, l'U.N.E.F. et l'U.G.E.N. ont acquis leurs mandats.

(3) L'université créée doit continuer à exister sous l'égide directe de l'université de Nice et non pas dans quelque association à part.

(4) Aujourd'hui, les étudiants ont besoin d'une université avec de vrais moyens pour une véritable formation et qu'elle ne soit pas dévoyée en matière de non-idee, de faux, de maigouilles !!!

► A L'UNIVERSITE D'AIN-EN-PROVENCE, une sélection a été arbitrairement opérée parmi les 600 étudiants régulièrement inscrits en première année de «langues étrangères appliquées». Faute de moyens suffisants, il s'agissait de ne retenir que les 350 «meilleurs» dans cette filière à finalité professionnelle en plein développement. Sur proposition de l'UNEF, le désarroi et le mécontentement ont fait place à la lutte. Le bureau du président de l'université a été occupé mercredi. La suppression de tout quota d'inscription a été obtenue. Une procédure de réinscription des éliminés est en cours. La vigilance demeure jusqu'à la réintégration effective de tous.

► LES ETUDIANTS DE LILLE-1 ont voté, hier, la poursuite de leur mouvement sous une forme qui resté à préciser. Alors qu'ils réclamaient cinquante et un postes d'enseignants, le ministère de l'Education leur a accordé, mercredi, la «garantie orale» pour trente-cinq dans le budget 1989.

► PLUSIEURS CENTAINES d'étudiants et d'enseignants de l'université de Metz ont manifesté hier matin dans le centre ville. Ils exigeaient la création de 180 postes d'enseignants et l'attribution de locaux. Une délégation de sept étudiants a été reçue par la préfecture de la Moselle.

► LES ETUDIANTS DE PARIS-XIII SAINT-DEHIS, réunis en assemblée générale, appellent toutes les facultés en lutte à envoyer des représentants pour tenir samedi matin, à Paris-VIII une rencontre nationale, afin d'échanger leurs vues et leurs problèmes respectifs et de dégager des moyens d'action pour mobiliser et gagner».

► DEUX PROFS de la faculté de sciences de Rouen ont fait cours, hier matin, dans une rue piétonne du centre ville pour protester contre le manque de locaux et de postes. La rentrée des deux mille étudiants en sciences ne s'est toujours pas effectuée à Rouen, faute de places et d'enseignants. Il manque quatre salles et cinquante-quatre postes d'enseignants.

LILLE... ça continue.

Tirage au sort, en licence de math! Cette décision pour le moins scandaleuse, n'est qu'une première étincelle du ras le bol dans les Universités Lilloises. 550 postes d'enseignants-chercheurs, 250 postes d'AITOS... tels sont les déficits de la région en matière d'enseignement supérieur. Une semaine de mobilisation et un premier petit pas de Jospin pour 18 postes immédiatement sur les 51 demandés immédiatement. C'est insuffisant mais ça montre que les moyens existent.

La suppression des TD et des TP par l'université, par manque de postes, a permis l'extension du mouvement à toutes les UFR et de développer une structure de lutte. Débat dans les amphis avec les enseignants, délégué par amphitheâtre, comité de délégués, assemblée générale, telle est la structure de lutte qui se met en place pour mobiliser tous les étudiants notamment pour aborder la semaine sur le budget. Mobilisation générale, revendications par UFR, tels sont les mots d'ordre pour cette semaine.

PARIS-VIII : JOURNEE D'ACTION LE 19 OCTOBRE

A l'initiative de l'UNEF, plusieurs centaines d'étudiants de Paris-VIII-Saint-Denis se sont réunis hier en assemblée générale. Cet établissement éclate littéralement dans ses murs. Congus pour 7.000 étudiants, les locaux doivent accueillir près de 18.000 inscrits. Manque de locaux, manque d'enseignants.

Olivier est en première année d'«Education, communication, animation». Le mercredi 5 octobre, un professeur a annoncé qu'il était contraint, faute de disposer de matériel en quantité suffisante, de «tirer au sort» ceux qui suivraient le cours dès ce premier semestre, les autres devant patienter jusqu'en février. De telles situations ne sont pas sans conséquences, notamment pour les très nombreux étudiants-salariés qui jonglent dans l'organisation de leur emploi du temps. Pour Eric, l'expérience a été autre : seuls les trente premiers présents ont pu accéder aux travaux dirigés de lettres et civilisation espagnole.

Hier, en fin de journée, Mme Demichel, la présidente de l'université, nous a déclaré être intervenue à plusieurs reprises auprès du ministère pour obtenir des postes, des heures complémentaires et les travaux de viabilité les plus indispensables. En outre, cela fait plusieurs mois qu'un dossier précis a été présenté au ministre pour agrandir les locaux et construire une résidence universitaire.

Pour sa part, l'assemblée générale des étudiants a décidé de procéder aux recensements de tous les besoins, département par département. Une journée d'action aura lieu mercredi 19 octobre, en convergence avec les personnels administratifs et techniques, qui tenaient également hier une assemblée. Une concertation avec les enseignants sera recherchée d'ici là. L'assemblée propose également l'action le 20 octobre, jour où plusieurs syndicats d'enseignants appellent à la grève.

Marc Blachère

Coordination Nationale
Samedi 22 Octobre
à Paris VIII

IMP =

Bon de soutien
pour le
73° CONGRES



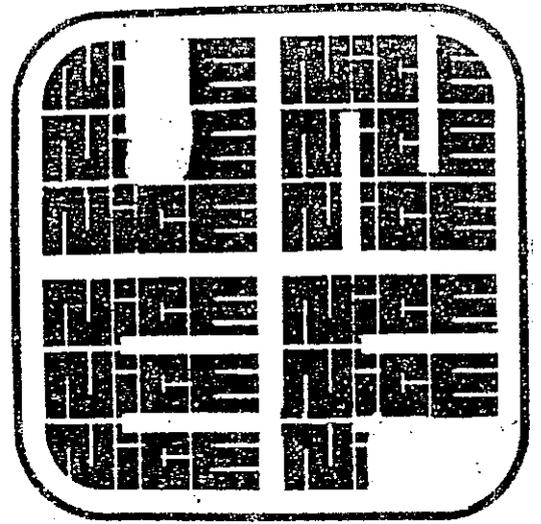
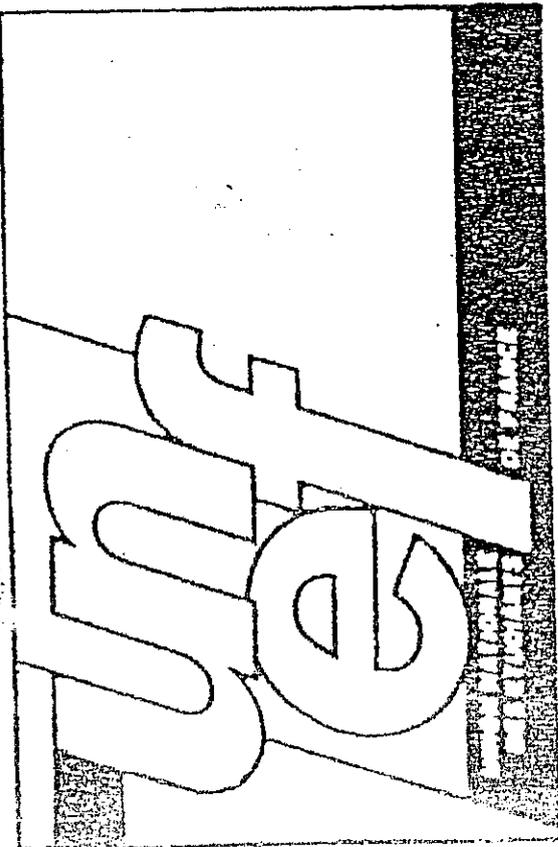
Bon de soutien
n°

73° CONGRES
1988, Paris

Prix: 20

Prix: 20

**UN ATOUT
POUR
GAGNER**



~~GARRAD~~
ca, c'est pour moi

**PERSONNE
NE BOUGE!**

CECI
EST L'UGEN INFORM
NO 7

